



Audience DRH du 2 juillet 2019

Suite à notre préavis de grève déposé pour les services des DIR et la DIRIF du 4 au 19 juillet (fin de la session parlementaire *), le SNP2E-FO a été reçu par le DRH.

** car oui tout est lié, le mauvais sort réservé aux DIR n'est qu'un énième avatar, appliqué au Ministère, des orientations gouvernementales et de la politique de démantèlement des services publics menées : suppression de 120 000 postes de fonctionnaires à l'horizon 2022, AP 2022, loi de transformation de la Fonction publique...*

La délégation FORCE OUVRIÈRE était composée de : Pierre VINCENT LUCE représentant SNP2E à la DIRIF, Jean MARINHO DIAS Secrétaire du Collège des OPA et Trésorier général du Syndicat national et François DENEUX Secrétaire général du Syndicat national.

FORCE OUVRIÈRE est intervenu pour réaffirmer ses revendications et exprimer la colère des agents des DIR et de la DIRIF.

FORCE OUVRIÈRE a souligné la particulière mobilisation des personnels des DIR qui a motivé le dépôt de ce préavis, dans un contexte de préavis plus large déjà déposé par l'UIAFP, puis la FGF jusqu'au 19 juillet prochain, pour combattre le projet de loi de la transformation de la Fonction publique actuellement en débat au Parlement.

Par ce préavis sur le service public des routes, FORCE OUVRIÈRE exige l'arrêt des projets de transferts de parties de service des DIR aux collectivités mis en avant auprès des médias par Madame Jacqueline GOURAULT, notre Ministre de la Cohésion des Territoires et des Relations avec les Collectivités Territoriales, et notamment d'une partie de la DIR Est à la nouvelle Collectivité Européenne d'Alsace, avec les personnels sur ses missions, sans aucun choix possible pour les agents et sans aucune autre alternative.

Par ce préavis, FORCE OUVRIÈRE **porte l'exigence** de l'arrêt des inévitables projets sous-jacents de privatisation d'une partie du réseau routiers national des DIR par adossement aux sociétés autoroutières intéressées.

Par ce préavis, FORCE OUVRIÈRE **fustige** l'introduction d'un cavalier législatif sous forme d'amendement « GIRAUD » qui permettrait d'étendre les concessions autoroutières sur les routes nationales en prolongement du réseau routier déjà concédé.

Par ce préavis, FORCE OUVRIÈRE **rejette** le Projet Industriel du Réseau Routier National (PIRRN) prévu pour assurer le service public des routes en mode dégradé et à seulement 4 ou 5 ans de visibilité sur le réseau national dit « structurant d'excellence » (!?!?), **refuse** les baisses d'effectif (**54 recrutements en personnel d'exploitation en moins programmés pour 2019 : Un tiers de baisse de recrutement, chiffres de l'administration !**) et les réorganisations successives pour y faire face (mutualisation, externalisation de missions, suppressions induites d'implantation territoriales et surtout baisses annoncées du niveau de service, avec impact majeur sur la rémunération des agents payés au service fait (PTETE, PSR, HS, astreintes...)) : un service public au rabais ! FORCE OUVRIÈRE et les agents n'en veulent pas).

De plus FORCE OUVRIÈRE **dénonce** le paradoxe constaté dans les DIR. Auparavant les personnels des routes étaient en nombres suffisant pour mettre en œuvre le service public mais souvent les financements manquaient, aujourd'hui, c'est l'inverse, le financement s'est amélioré, mais on a de moins en moins d'agents pour rendre le service public, à l'évidence, le gouvernement ne veut plus de cette mission de service public et de ses agents pour le rendre.

Le DRH déclare comprendre les inquiétudes des personnels. Faisant échos aux déclarations du DGITM, le DRH affirme néanmoins qu'aucune décision politique sur l'avenir des DIR n'a été prise.

Pour FORCE OUVRIÈRE, il est évident que lorsque la décision sera prise, elle sera imposée et ne permettra pas de prendre en compte les aspirations des personnels et assurer l'avenir des services des DIR.

Par ailleurs, cette absence de décision s'accompagne toujours de baisses récurrentes d'effectif qui pèsent de plus en plus sur les services et les conditions de travail des personnels dégradant de fait le service public.

FORCE OUVRIÈRE **réaffirme donc son opposition** au PIRRN et **réaffirme** que la baisse du niveau de service, voire le basculement du régime indemnitaire des PE au RIFSEEP, pour soi-disant compenser les baisses de niveau de service et leur impact sur la rémunération des personnels, ne sont pas des solutions, mais de nouveaux problèmes, un pis aller et une fuite en avant.

C'est pourquoi à l'issue de cette audience le SNP2E-FO a maintenu son préavis de grève et a alerté le DRH sur la nécessité de prendre en compte nos revendications et de changer les orientations politiques des ministères au risque d'attiser la colère des personnels tout au long de l'été et à la rentrée.

Message bien reçu du côté de l'administration !

MTES - MCTRCT / Permanence SNP2E-FO

Plot I – 30, passage de l'Arche 92055 LA DÉFENSE CEDEX 04

Téléphone : 01 40 81 24 20 - Télécopie : 01 40 81 24 13

Mél : fo-snp2e.syndicats@i-carre.net - Site Internet : <http://www.snp2e-fo.syndicat.min-e2.fr/>